**Anti-modèle ?**

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la communauté internationale s’enferme dans une seule conception du développement : les pays riches pourvoient les pays pauvres de capitaux pour les «aider » à compenser leur « retard »… et les programmes se multiplient ...

Pourtant, lors d’un colloque à Paris en octobre 2017, l’ancien directeur de l’Agence française de développement (AFD) déplore que l’aide publique aux pays du Sahel soit dans une impasse :« Nous avons perdu pied avec la réalité du terrain.L’aide par habitant, pourtant, y est parmi les plus élevées. Jusqu’à 90 % de l’investissement des Etats. Mais elle n’embraie pas ». Autrement dit, elle échoue à enclencher des processus de développement.

En septembre 2017, l’Institut Montaigne affirme que l’aide au développement est un *« soubassement important de la relation… et une opportunité pour les opérateurs économiques français à de nombreux égards. Elle est un élément central du dialogue politique de la France avec ses partenaires africains, et un levier important de la stratégie d’influence française sur le continent »*. La francophonie  «  *facilite l’implantation des entreprises françaises et constitue une barrière d’entrée pour les*[*entreprises*](http://www.lemonde.fr/entreprises/)*étrangères »*.

L’aide publique au développement n’est jamais parvenue à atteindre le seuil des 0,7 %. L’endettement n’a fait qu’accroître la pauvreté de pays du Sud sous tutelle ; l’investissement a surtout bénéficié aux économies du Nord et à ses multinationales. Pourquoi les bailleurs de fonds s’obstinent-ils à proposer des recettes sans adéquation avec les besoins des pays du Sud ? La démocratie ne devrait-elle pas être le socle du développement ? Des garanties sont nécessaires pour que les fonds investis profitent aux populations et non aux banques qui abritent les biens détournés par la corruption locale.

Pour l’éducation, le risque est grand que les nouveaux élèves – 50 % des africains ont moins de 14 ans – ne soient pas accueillis dans l’enseignement public sans moyens, au profit des écoles confessionnelles.  Compte tenu de la croissance démographique, le seul objectif demaintenir le taux scolarisationau niveau actuel, implique un effort gigantesque, hors de portée des budgets.

Au-delà de cette réflexion générale, avec ses moyens limités, 1E 1C- qui ne s’inscrit pas dans l’aide publique au développement et ne représente qu’elle-même - propose un autre modèle- solidarité, dialogue, partenariat, évaluation- et entend impliquer les acteurs concernés pour les actions en commun.

Notre action n’attend rien en retour et se refuse à toute immixtion –se posant de fait comme modèle- de quelque nature que ce soit, dans la pédagogie des enseignants, ou dans une aide qualitative telle que l’animation ou la formation. L’association entend uniquement donner aux élèves les moyens matériels de réaliser leur scolarité dans les écoles publiques. Obligée seulement par les moyens dont elle dispose, notre action découle des conventions passées avec les directeurs, et la responsabilité de la commande de fournitures est partagée avec les enseignants depuis 9 ans.

RAPPORT D’ACTIVITES :

Le 31 décembre 2017, 230 personnes adhéraient à notre association, 25 nouvelles. Plus de 1000 élèves étaient pris en charge, 170 de plus qu’en 2016 ; le pourcentage de 52% de filles était stable et cinq écoles élémentaires concernées. S’y ajoutaient, 60 enfants de maternelle de Mar Lodj et de Mar Fafako.

Les achats de manuels scolaires ont fait l’objet d’un changement de fournisseur : c’est une librairie de Dakar- qui fournit déjà les ouvrages destinés à la bibliothèque- qui a été retenue. Cette dernière, fonctionne à l’école de Mar Lodj, compte plus de 160 ouvrages (40 nouveaux) sa fréquentation est satisfaisante avec des plages hebdomadaires réservées. Un avenant à la convention, signé par le directeur de l’école, l’animateur de la bibliothèque et l’association, pérennise cette action qui trouve sa place selon les méthodes des acteurs locaux.

82% du budget viennent de nos ressources propres (cotisations, dons et repas) et 18% de partenariats. 5% sont consacrés aux frais de gestion, 95% à l’achat des fournitures, des livres scolaires et de bibliothèque.

Le blog est consulté par 170 visiteurs tous les mois, avec une pointe sensible lors de la mise en ligne des photos qui témoignent de notre action.

La fabrication du cartable et de la trousse- 200 pièces, pour les CI- était assurée par un établissement d’enseignement public depuis 3 ans. Cette année, conformément aux demandes du directeur de Mar Lodj, les 33 sacs et trousses de cette école ont été fabriqués par un tailleur du village à un prix très inférieur. Ce tailleur ne sera toutefois pas reconduit en raison de délais non respectés. Ce sera un autre couturier, proche de l’île, qui se verra confier la totalité de la production l’an prochain, à un coût moindre que celui du centre de formation. Plus pratique, cette solution renforcera notre présence, dont le camp de base est désormais situé dans un établissement dirigé par des Sénégalais.

Lors de la mission d’octobre 2017, une discussion avec les enseignants de l’école de Mar Lodj, a posé la nécessité de la fourniture du sac. En effet, celui-ci est sous utilisé, les enfants préférant un cartable aux motifs à la mode- beaucoup moins solide- que les parents achètent néanmoins. L’association de parents d’élèves avait été pourtant sensibilisée à cette question depuis plusieurs années. Conscients que nous devons nous adapter, nous avons proposé au directeur d’arrêter cette fourniture, qui n’est pas un « plus » pour la scolarité. A la demande des enseignants nous procéderons lors de la prochaine année scolaire, au financement d’une action de coût égal : le financement des cours de renforcement- une heure, deux fois par semaine durant 8 mois- les familles prenant en charge 25% du coût. Ces cours-pour environ 35 élèves de CM2- feront l’objet d’une convention et de contrôles de présence des enfants et des enseignants. Une finalisation est envisageable pour la rentrée 2018.

A Mar Fafako, nous avons accédé à la demande des instituteurs en achetant une imprimante (l’entretien sera à leurs frais) pour aider les élèves de CM2 à mieux préparer le certificat d’études avec des « QCM » photocopiés en nombre. Une entrée aussi dans le monde des nouvelles technologies.

Notre aide aux élèves des 7 écoles publiques élémentaires et maternelles de Mar Lodj n’a cessé de progresser**.** Nous sommes 230 adhérents et si le nombre des enfants bénéficiaires a été multiplié par 25 en 9 ans, **la cotisation n’a pas varié depuis 2008 ! Une situation qui devra évoluer.**

Pour clore ce rapport d’activités, je remercie, pour la dernière fois puisqu’il habite maintenant en Europe, Olivier Guérin, le directeur du campement Hakuna Matata, qui nous a accompagnés durant 9 ans dans l’île de Mar Lodj et sans qui rien de ce que nous avons réalisé n’aurait vu le jour. Merci aussi aux membres du conseil d’administration pour leur disponibilité, leur travail et leur implication, dont Patrice Dubois qui a conçu, réalisé et assumé financièrement le nouveau bulletin d’adhésion.

- Merci à Philippe Moquet qui quitte le CA après 6 ans d’un labeur de trésorier, rigoureux et exigeant.

- Merci à Entraide et Solidarité de la Libre Pensée et à son président Roger Lepeix pour leur accompagnement et leur soutien depuis 6 ans.

- Merci au Lions-club doyen de La Rochelle.

Le conseil d’administration, vous remercie de votre confiance

Pour le CA, Jean-Claude Brossard (24 avril 2018)